



➡ TSCG: La CSC francophone et la FGTB wallonne exigent une audition des syndicats par la Chambre avant la ratification

Geplaatst op vrijdag 07 juni 2013 |

SHARE

Ce mercredi 5 juin, la commission des relations extérieures de la Chambre examinera le projet de loi portant assentiment au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG). Ainsi, le processus de ratification du Pacte budgétaire européen continue sa route: après le Parlement flamand et la Sénat, c'est au tour de la Chambre de se prononcer.

Au fur et à mesure de ce processus de ratification, la protestation monte. Nous réclamons, avec d'autres mouvements sociaux et citoyens réunis au sein de l'Alter Summit, un débat démocratique sur ce traité depuis des mois : après les actions au Sénat et au Parlement wallon, 4 représentants de partis ont finalement accepté d'expliquer leur position et d'en débattre ce mardi matin. Marie Arena représentait le PS, Richard Miller, le MR, Georges Gilkinet, ECOLO et Antoine Tanzilli, le CDH.

A l'image des discussions au Sénat, c'est dans un climat particulièrement tendu que les échanges ont eu lieu. Nous constatons des désaccords importants entre les 4 partis sur le dossier. Mais aucun d'entre eux ne s'oppose clairement à la ratification du TSCG. **Le débat s'est en tout cas clôturé sur une demande explicite de la CSC francophone et de la FGTB wallonne : être auditionnés par la Commission des relations extérieures de la Chambre dès les discussions sur la ratification du traité, et non pas une fois que le traité sera ratifié, comme le suggèrent le PS et le MR (ECOLO ayant confirmé que les députés demanderaient cette audition des syndicats à la réunion de ce 5 juin et le CDH ne s'étant pas clairement prononcé).**

« Lorsqu'un voisin veut agrandir sa véranda, une affiche rouge sur tous les réverbères de la rue signale une enquête publique de 6 semaines. Mais lorsque les parlementaires s'apprêtent à changer toute l'architecture démocratique de notre pays, personne n'est prévenu, personne n'est consulté ! », explique Felipe Van Keirsbilck (CNE-CSC). « Nos parlementaires sont en train de voter ce traité en stoemeling, alors qu'à l'issue de ce premier débat, on constate déjà un manque d'arguments de fond et même un profond malaise chez certains des représentants politiques », continue Thierry Bodson (FGTB wallonne).

Rien ne justifie cet empressement des parlementaires à ratifier le traité, si ce n'est la peur du débat lui-même. En effet, la Belgique a jusqu'au 31 décembre 2013 pour ratifier, et transposer le cas échéant, le TSCG. Voter pour ou contre la ratification peut donc largement se faire jusqu'en automne, ce qui permettrait le débat démocratique sur un enjeu tout aussi démocratique. Car si le TSCG est ratifié par la Belgique, nos élus eux-mêmes n'auront plus qu'un rôle d'exécutants de la politique de la Commission européenne.

Comprendre le Pacte budgétaire en 12 minutes
TSCG et rigueur budgétaire : nous voulons un débat public !